



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 71.141/4
du 30 mars 2022

advies 71.141/4
van 30 maart 2022

sur

over

un projet d'arrêté royal
'portant diverses modifications
en matière de sélection des
agents de l'État'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'houdende diverse
wijzigingen inzake de selectie
van het rijkspersoneel'

Le 3 mars 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant diverses modifications en matière de sélection des agents de l'État'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 30 mars 2022. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 mars 2022.

*

Op 3 maart 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende diverse wijzigingen inzake de selectie van het rijkspersoneel'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 30 maart 2022. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 maart 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 'fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public' rend applicable aux agents de certaines personnes morales de droit public visées à l'article 1^{er}, 3^o, de la loi du 22 juillet 1993 'portant certaines mesures en matière de fonction publique' un certain nombre d'arrêtés contenant des dispositions statutaires ¹.

L'arrêté royal du 2 octobre 1937 'portant le statut des agents de l'État' auquel le projet entend apporter des modifications, notamment aux articles 6bis, 24, 25 et 26, est l'un de ces arrêtés.

Dans ce cadre, il convient de ne pas perdre de vue que l'arrêté royal du 8 janvier 1973 prévoit, en ses articles 6bis, 7, 8 et 8bis, des « modalités d'application » des articles 6bis, 24, 25 et 26, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

En l'espèce, le projet ne tient pas compte de ces modalités d'application spécifiques qui, eu égard à leur rédaction, empêchent l'application des dispositions l'arrêté royal du 2 octobre 1937 telles qu'elles sont modifiées par le projet.

Interrogé sur l'absence de modifications apportées à l'arrêté royal du 8 janvier 1973 au regard de ce qui précède, le délégué de la Ministre a expliqué :

« Dit is een terechte opmerking. De Minister van Ambtenaren heeft ondertussen een initiatief genomen om aan deze leemte tegemoet te komen. Een ontwerp van koninklijk besluit met bepalingen die het koninklijk besluit van 8 januari 1973 wijzigen werd reeds voorgelegd aan de Inspectie van Financiën ».

Il n'en demeure pas moins qu'il convient que les dispositions ainsi annoncées par le délégué de la Ministre soient adoptées le plus rapidement possible et qu'il soit veillé à faire entrer en vigueur les deux dispositifs simultanément afin d'éviter tout vide juridique en ce qui concerne le statut du personnel visé par l'arrêté royal du 8 janvier 1973.

¹ Voir également l'article 2 de l'arrêté royal du 24 janvier 2002 'fixant le statut du personnel des institutions publiques de sécurité sociale' qui rend notamment applicable l'arrêté royal du 8 janvier 1973 aux institutions publiques de sécurité sociale visées à l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 'portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 6 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions' (arrêté confirmé par la loi du 12 décembre 1997).

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Eu égard à l'article 16 du projet, qui modifie l'article 12, alinéa 3, de l'arrêté royal du 25 octobre 2013 'relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale', il convient de viser également au préambule, à titre de fondement juridique du projet,

– l'article 4, § 2, 1^o, de la loi du 22 juillet 1993 'portant certaines mesures en matière de fonction publique', ainsi que

– l'article 21, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 'portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions', confirmé par la loi du 12 décembre 1997.

2. L'arrêté royal visé à l'alinéa 6 n'est ni modifié ni abrogé par le projet.

Si l'auteur du projet souhaite y faire référence au titre de cadre juridique, il convient de déplacer l'alinéa après la mention des formalités obligatoires et de remplacer le mot « Vu » par le mot « Considérant ».

DISPOSITIF

Article 3

Article 24 en projet

De l'accord du délégué de la Ministre, il sera précisé que la fin du délai d'inscription sera annoncée selon les mêmes modalités – à savoir par une publication au *Moniteur belge* et sur le site web de la direction ² générale Recrutement et Développement – que celles prévues à l'article 24, § 2, alinéa 1^{er}, en projet, pour annoncer le début de la sélection continue.

Article 25 en projet

Interrogé sur la manière de pourvoir aux postes vacants, en particulier sur la durée minimum dont les lauréats disposent pour faire valoir leur intérêt à un poste, le délégué de la Ministre a expliqué :

« Bij hoogvolume functies stelt dit probleem zich niet. Hier staat exact dezelfde betrekking immers nog steeds open bij dezelfde dienst op dezelfde locatie. Voor de kritische functies is de Minister van Ambtenarenzaken bereid om een minimumtermijn te bepalen in het ontwerp ».

² Et non le « directorat » comme il est écrit dans la version française.

L'article 25 en projet sera complété en conséquence.

Article 6

Au c), de l'accord du délégué de la Ministre, les mots « fonction de dirigeant – 2 » seront précisés.

Article 17

L'article 17 prévoit que l'arrêté envisagé entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur des arrêtés royaux, à savoir dix jours après leur publication au *Moniteur belge*, il faut renoncer à l'entrée en vigueur immédiate, et ce afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles dispositions.

Article 18

Il convient, d'une part, de remplacer les mots « la Ministre » par les mots « le ministre », le mot « ministre » étant épécène, et, d'autre part, de faire mention du ministre « qui a la fonction publique dans ses attributions »³.

OBSERVATIONS FINALES DE LÉGISTIQUE

1. Plusieurs dispositions du texte en projet ont pour effet ou pour objet de remplacer les termes d'« administrateur délégué » par ceux de « directeur général ».

Toutefois, le texte en projet procède à ce changement de terminologie non pas dans l'ensemble des arrêtés royaux concernés mais seulement dans quelques dispositions de certains des arrêtés royaux modifiés par le projet de telle manière que plusieurs dénominations différentes sont utilisées pour une même fonction dans un même arrêté⁴.

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 167 et formule F 4-7-1.

⁴ À titre d'illustration, en ce qui concerne l'arrêté royal du 2 octobre 1937, les articles 16bis, 17, 17bis, 20, § 1^{er} et 2, et 20bis, 20ter, 21, 27, 40, 42, 44, 70bis, 73bis, 75 et le chapitre II de l'annexe utilisent toujours la terminologie d'« administrateur délégué ». Il en va de même pour les articles 29 et 31 de l'arrêté royal du 7 août 1939. En ce qui concerne l'arrêté royal du 22 décembre 2000 'concernant la sélection et la carrière des agents de l'État', l'article 4, alinéa 1^{er}, utilisera toujours, même après l'adoption du projet à l'examen, la terminologie d'« administrateur délégué ».

L'intention de l'auteur du projet étant d'effectuer systématiquement ce changement de terminologie, il lui appartient de revoir le projet de manière à adapter la terminologie dans l'ensemble des dispositions concernées des arrêtés royaux modifiés par le projet ⁵.

2. Les modifications ou insertions de mots ou d'expressions doivent tenir compte de la rédaction des textes ainsi modifiés.

Le projet présente à cet égard un certain nombre de lacunes que la section de législation relève, sans prétendre à l'exhaustivité, comme suit :

– Article 2 : c'est à l'alinéa 1^{er}, et non au paragraphe 1^{er}, de l'article 15 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 que la modification est apportée. De plus, cette disposition a été modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 décembre 2000 et non du 12 décembre 2000.

– Article 6 : l'article 2 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 'concernant la sélection et la carrière des agents de l'État' a été modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 30 septembre 2021 et n'a pas été modifié par l'arrêté royal du 25 septembre 2014. Par ailleurs, la rédaction du a) sera revue.

– Article 7 : Au 1^o, dans la version française, les mots « de la Direction générale » seront insérés entre les mots « directeur général » et les mots « Recrutement et Développement » ; au 3^o, ce sont les mots « Directeur général Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui » qui doivent être remplacés par les mots « directeur général » à l'article 3, § 4, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 ; au 6^o, les mots « du Service public fédéral Stratégie et Appui » seront omis ; les mots à remplacer ne figurant pas à l'article 3, § 9, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, le 7^o sera omis.

– Article 8 : la modification en projet est apportée à l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 et non pas à l'alinéa 3 de cette disposition ⁶.

– Article 15 : ce sont les mots « de l'administrateur délégué » qui doivent être remplacés par les mots « du directeur général » à l'article 22 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000.

– Article 16 : les mots « , en particulier de compétences techniques, » que l'auteur du projet entend abroger, figurent à l'article 12, alinéa 3 (et non alinéa 2) de l'arrêté royal du 25 octobre 2013 'relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale'.

Le projet sera revu à la lumière de ces observations.

*

⁵ Voir en ce sens l'avis n° 69.797/2V donné le 10 août 2021 sur un projet devenu l'arrêté royal du 16 décembre 2021 'portant diverses mesures en matière de sélection, de mobilité, de certification linguistique et de carrière pécuniaire dans la fonction publique administrative fédérale', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/69797.pdf>.

⁶ L'alinéa 2 a été abrogé par un arrêté royal du 19 novembre 2008, ce qui implique que l'alinéa 3 est devenu le nouvel alinéa 2.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Bij artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 ‘tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut’ wordt een aantal besluiten waarin statutaire bepalingen vervat zijn, toepasselijk gemaakt op de ambtenaren van bepaalde rechtspersonen van publiek recht bedoeld in artikel 1, 3°, van de wet van 22 juli 1993 ‘houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken’.¹

Een van die besluiten is het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 ‘houdende het statuut van het rijkspersoneel’, waarin het ontwerp wijzigingen beoogt aan te brengen, met name in de artikelen 6bis, 24, 25 en 26.

In dat kader mag niet uit het oog verloren worden dat de artikelen 6bis, 7, 8 en 8bis van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 voorzien in “nadere regelen voor toepassing” van de artikelen 6bis, 24, 25 en 26 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937.

In casu houdt het ontwerp geen rekening met die specifieke nadere toepassingsregels, die, gelet op de wijze waarop ze gesteld zijn, de toepassing verhinderen van de bepalingen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 zoals die bij het ontwerp worden gewijzigd.

Op de vraag waarom, in het licht van wat voorafgaat, het koninklijk besluit van 8 januari 1973 niet wordt gewijzigd, heeft de gemachtigde van de minister de volgende uitleg gegeven:

“Dit is een terechte opmerking. De Minister van Ambtenaren heeft ondertussen een initiatief genomen om aan deze leemte tegemoet te komen. Een ontwerp van koninklijk besluit met bepalingen die het koninklijk besluit van 8 januari 1973 wijzigen werd reeds voorgelegd aan de Inspectie van Financiën”.

¹ Zie eveneens artikel 2 van het koninklijk besluit van 24 januari 2002 ‘houdende vaststelling van het statuut van het personeel van de openbare instellingen van sociale zekerheid’, waarbij inzonderheid het koninklijk besluit van 8 januari 1973 toepasselijk gemaakt wordt op de openbare instellingen van sociale zekerheid bedoeld in artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 ‘houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels’ (besluit bekrachtigd bij de wet van 12 december 1997).

Dat neemt niet weg dat men de bepalingen die de gemachtigde van de minister hier aangeeft, zo snel mogelijk dient vast te stellen en dat men erop dient te letten dat de twee dispositieven gelijktijdig in werking treden teneinde juridische leemtes te voorkomen met betrekking tot het statuut van het bij het koninklijk besluit van 8 januari 1973 beoogde personeel.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Gelet op artikel 16 van het ontwerp, dat strekt tot wijziging van artikel 12, derde lid, van het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 ‘betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt’, dient de aanhef eveneens als rechtsgrond van het ontwerp te vermelden:

– artikel 4, § 2, 1°, van de wet van 22 juli 1993 ‘houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken’;

– artikel 21, § 1, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 ‘houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels’, bekrachtigd bij de wet van 12 december 1997.

2. Het koninklijk besluit waarnaar verwezen wordt in het zesde lid, wordt niet gewijzigd of opgeheven bij het ontwerp.

Als de steller van het ontwerp dat besluit wenst te vermelden als juridisch kader, dient het lid in kwestie te komen na de vermelding van de verplichte vormvereisten en dienen de woorden “Gelet op” te worden vervangen door het woord “Overwegende”.

DISPOSITIEF

Artikel 3

Ontworpen artikel 24

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat nader moet worden bepaald dat het einde van de inschrijvingstermijn wordt aangekondigd volgens dezelfde nadere regels – te weten via een bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het directoraat-generaal² Rekrutering en Ontwikkeling – als die waarin het ontworpen artikel 24, § 2, eerste lid, voorziet om het begin van de doorlopende selectie aan te kondigen.

² In de Franse tekst schrijve men “direction générale” in plaats van “directorat général”.

Ontworpen artikel 25

Op de vraag hoe de vacante betrekkingen worden ingevuld en, meer in het bijzonder, over welke minimumtermijn de geslaagde kandidaten beschikken om hun interesse in een betrekking kenbaar te maken, heeft de gemachtigde van de minister de volgende uitleg gegeven:

“Bij hoogvolumefuncties stelt dit probleem zich niet. Hier staat exact dezelfde betrekking immers nog steeds open bij dezelfde dienst op dezelfde locatie. Voor de kritische functies is de Minister van Ambtenarenzaken bereid om een minimumtermijn te bepalen in het ontwerp.”

Het ontworpen artikel 25 moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

Artikel 6

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de woorden “leidinggevende functie – 2” in punt c) moeten worden verduidelijkt.

Artikel 17

Artikel 17 bepaalt dat het beoogde besluit in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding van koninklijke besluiten, namelijk tien dagen na de dag van hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, dient te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding, teneinde eenieder een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe bepalingen.

Artikel 18

Eenzijds dienen in de Franse tekst de woorden “la ministre” te worden vervangen door de woorden “le ministre”, aangezien het woord “ministre” gemeenslachtig is, en anderzijds dient melding te worden gemaakt van de minister “bevoegd voor ambtenarenzaken”.³

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKINGEN

1. Verschillende bepalingen van de ontworpen tekst hebben als gevolg of bedoeling dat de woorden “afgevaardigd bestuurder” worden vervangen door het woord “directeur-generaal”.

³ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 167 en formule F 4-7-1.

De ontworpen tekst voert die terminologiewijziging evenwel niet in alle betrokken koninklijke besluiten door, maar alleen in enkele bepalingen van sommige bij het ontwerp gewijzigde besluiten, zodat in eenzelfde besluit meerdere verschillende benamingen gebruikt worden voor eenzelfde functie.⁴

Aangezien het de bedoeling is van de steller van het ontwerp om die terminologiewijziging systematisch door te voeren, dient hij het ontwerp te herzien zodat de terminologie wordt aangepast in alle betrokken bepalingen van de bij het ontwerp gewijzigde koninklijke besluiten.⁵

2. Bij de wijziging of invoeging van woorden of uitdrukkingen moet men de redactie van de aldus gewijzigde teksten voor ogen houden.

Wat dat betreft, wijst de afdeling Wetgeving, zonder volledigheid na te streven, op een aantal leemtes in het ontwerp, zoals in:

– Artikel 2: de wijziging wordt aangebracht in het eerste lid, en niet in paragraaf 1, van artikel 15 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937. Bovendien is die bepaling laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 2000 en niet bij dat van 12 december 2000.

– Artikel 6: artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 ‘betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel’ is laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 september 2021 en is niet gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 september 2014. Bovendien moet de redactie van punt a) worden herzien.

– Artikel 7: in de Franse tekst van punt 1° moeten de woorden “de la Direction générale” ingevoegd worden tussen de woorden “directeur général” en de woorden “Recrutement et Développement”; in punt 3° zijn het de woorden “directeur-generaal van het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning” die dan in artikel 3, § 4, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 moeten worden vervangen door de woorden “directeur-generaal”; in punt 6° moeten de woorden “van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning” worden weggelaten; punt 7° moet worden weggelaten aangezien de te vervangen woorden niet voorkomen in artikel 3, § 9, van het koninklijk besluit van 22 december 2000.

⁴ Bij wijze van illustratie, wat het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 betreft, wordt in de artikelen 16bis, 17, 17bis, 20, §§ 1 en 2, 20bis, 20ter, 21, 27, 40, 42, 44, 70bis, 73bis en 75 en in hoofdstuk II van de bijlage nog steeds de term “afgevaardigd bestuurder” gebruikt. Hetzelfde geldt voor de artikelen 29 en 31 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939. Wat betreft het koninklijk besluit van 22 december 2000 ‘betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel’, zal in artikel 4, eerste lid, zelfs na de vaststelling van het voorliggende ontwerp, nog steeds de term “afgevaardigd bestuurder” gebruikt worden.

⁵ Zie in die zin advies 69.797/2/V, op 10 augustus 2021 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 16 december 2021 ‘houdende diverse maatregelen inzake selectie, mobiliteit, taalcertificering en geldelijke loopbaan in het federaal openbaar administratief ambt’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/69797.pdf>.

– Artikel 8: de ontworpen wijziging wordt aangebracht in artikel 4, tweede lid, van het koninklijk besluit van 22 december 2000, en niet in het derde lid van die bepaling.⁶

– Artikel 15: het zijn de woorden “afgevaardigd bestuurder” die in artikel 22 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 moeten worden vervangen door de woorden “directeur-generaal”.

– Artikel 16: de woorden “, in het bijzonder van technische competenties,” die de steller van het ontwerp wil opheffen, staan in artikel 12, derde lid (en niet tweede lid) van het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 ‘betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt’.

Het ontwerp moet worden herzien in het licht van die opmerkingen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET

⁶ Het tweede lid is opgeheven bij een koninklijk besluit van 19 november 2008, wat betekent dat het derde lid het nieuwe tweede lid geworden is.